



## **Pôle Recherches et Publications**

# **BRICS + : Une (re)configuration pour une influence plus significative ?**

Entretien avec :

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire, HEC PARIS EM 22,  
Directeur du séminaire de Géopolitique Africaine, Catholic Institute of Paris  
Président du Think Tank CEIDES

Janvier 2024

## 1- Comment présenteriez-vous une fiche signalétique des BRICS en ce début 2024 ?

La nouvelle physionomie des BRICS en ce début d'année est assez singulière. Elle traduit de façon très concrète les profondes mutations survenues au sein de ce regroupement d'États, et surtout, démontre que le cap fixé par les États membres fondateurs n'a pas été dévié de sa trajectoire, loin s'en faut. De mon point de vue, pour saisir toute l'importance de la configuration des BRICS aujourd'hui, il importe de revenir succinctement sur ses origines et ses évolutions. Sur ces points, permettez-moi de rappeler pour mémoire que l'acronyme est apparu pour la première fois en 2001 sous la plume de l'économiste britannique Jim O'Neill, dans un rapport de la banque d'investissement Goldman Sachs intitulé *Building Better Global Economic BRICs*. Ce document avançait alors quelques prévisions de croissance montrant que les pays analysés, ayant déjà un poids significatif dans l'économie mondiale grâce à leurs vastes marchés intérieurs, étaient appelés à jouer un rôle plus important, eu égard à leur croissance économique annuelle rapide. Les BRIC, initialement composés du Brésil, de la Russie, l'Inde et de la Chine, ont intégré l'Afrique du Sud en 2011. Depuis cette année, le groupe des BRICS a pris la forme d'une conférence diplomatique à part entière, tenant un sommet par an de façon rotative dans chacun des cinq États. Entre autres objectifs de ces sommets, il était question d'affirmer et consolider l'influence de ces pays dans l'arène internationale, ainsi que de mettre en avant leur poids économique et politique, surtout vis-à-vis d'autres concurrents, États ou groupes d'États comme les États-Unis ou l'Union européenne. Au fil du temps, cette stratégie a porté des fruits. En 2023, les BRICS relient ensemble quatre continents, un tiers de la superficie terrestre mondiale comprenant 42 % de la population mondiale, 27 % du produit intérieur brut global et 20 % du commerce total. Il est donc facile de se rendre à l'évidence que les BRICS constituent un véritable levier de puissance. Je dois dire qu'il n'est pas surprenant que cet assemblage d'États concentre autant d'atouts et d'influence, puisque ses différentes composantes prises individuellement font elles-mêmes figures de leaders dans leur périmètre géographique immédiat et au-delà, de même que dans plusieurs secteurs d'activité.

En guise d'illustration et en procédant par décomposition de l'acronyme « BRICS », le Brésil est le plus grand pays d'Amérique du Sud, avec une superficie de 8,5 millions de km<sup>2</sup> et une population de 209 millions d'habitants. C'est la onzième économie mondiale en termes de PIB, avec 1 920 milliards de dollars en 2022. Le Brésil est aussi un pays riche en ressources naturelles, notamment agricoles et minières, mais aussi en énergie renouvelable, grâce à son potentiel hydroélectrique et éolien. Ensuite, la Russie est le plus grand pays du monde par sa superficie, avec 17 millions de km<sup>2</sup>, bien qu'ayant une population relativement faible, avec 144 millions d'habitants. C'est la huitième économie mondiale en termes de PIB avec 2 240 milliards de dollars en 2022. Elle dispose par ailleurs d'importantes ressources énergétiques, notamment pétrolières et gazières, qui représentent une grande part de ses exportations et de ses revenus. Quant à l'Inde, elle est devenue le pays le plus peuplé du monde, avec 1 4286 milliards d'habitants, et le septième par sa superficie, avec 3,3 millions de km<sup>2</sup>. C'est la cinquième économie mondiale en termes de PIB estimé à 3 385 milliards de dollars en 2022. C'est un pays qui connaît une croissance économique rapide, portée par son secteur des services, notamment informatiques, mais aussi par son industrie manufacturière et son agriculture. Tandis que la Chine est le second pays le plus peuplé du monde, avec 1 4257

milliards d'habitants, et le quatrième par sa superficie, avec 9,6 millions de km<sup>2</sup>. C'est la deuxième économie mondiale avec un PIB de 17 963 milliards de dollars en 2022 d'après la Banque Mondiale. La Chine est devenue un acteur majeur de la production industrielle, de l'innovation technologique et des investissements à l'étranger. En 2021, les investissements directs à l'étranger (IDE) de la Chine se sont élevés à 145 milliards de dollars, ce qui lui a permis de se hisser au premier rang des pays investisseurs. Enfin, l'Afrique du Sud apparaît comme le plus petit pays des BRICS par sa superficie, avec 1,2 million de km<sup>2</sup>, et par sa population, avec 58 millions d'habitants. C'est la 38<sup>ème</sup> économie mondiale avec un PIB de 406 milliards de dollars. L'Afrique du Sud est classée dans la catégorie des pays émergents. Elle dispose d'abondantes richesses naturelles, notamment extractives et agricoles.

Ce bref panorama des atouts dont bénéficient les Etats fondateurs permet de comprendre leur percée et légitimise quelque peu leurs prétentions pour une réforme de l'écosystème économique et de la gouvernance mondiale. Il ne me semble d'ailleurs pas erroné d'affirmer que la cooptation de nouveaux membres au sein des BRICS lors des travaux de son 15<sup>ème</sup> Sommet qui se sont tenus en Afrique du Sud du 22 au 24 août 2023, visait à renforcer la dynamique coopérative avec d'autres Etats influents en vue de parvenir à moyen ou long terme à une complète reconfiguration du monde.

En effet, le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le groupe des BRICS s'est élargi à cinq nouveaux membres, en accueillant : l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, et l'Iran. L'Argentine qui était pressentie parmi les nouveaux entrants a dû renoncer à être membre suite à l'élection à la tête du pays du Président Javier Milei, un ultralibéral proche des États-Unis, dont le programme électoral annonçait qu'il n'épousait pas totalement la vision portée par les BRICS. A date donc, les BRICS regroupent dix pays appartenant à ce qui est désigné par le vocable « Sud global », notamment des grands émergents (Brésil, Chine, Inde), des puissances régionales (Afrique du Sud, Égypte, Iran, Russie), des pétromonarchies (Arabie saoudite, Émirats arabes unis) ou des pays à forte croissance économique (Éthiopie). Il convient de noter que tout comme leurs devanciers, ces nouveaux entrants forment eux-mêmes un ensemble hétérogène. Sur le plan démographique, on retrouve trois poids lourds, l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie avec plus de 300 millions d'habitants à eux trois, tandis que les Émirats arabes unis comptent moins de 10 millions d'habitants. Sur le plan économique, trois des dix premiers producteurs mondiaux de pétrole, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran, viennent rejoindre la Russie qui occupe en 2023 le 2<sup>e</sup> rang mondial. À côté de ces puissances pétrolières, on trouve aussi l'Éthiopie, un pays certes en forte croissance mais au taux de pauvreté élevé, 175<sup>e</sup> sur 191 au classement mondial de l'IDH d'après l'ONU et classé parmi les pays les moins avancés.

Selon de récentes estimations, le groupe des BRICS+ représenterait 36 % du PIB mondial et 46 % de la population mondiale et contrôlerait également près de la moitié de la production mondiale d'énergies fossiles. Même si la tendance actuelle est à la renonciation à ces énergies, la force économique des BRICS+ continuera d'être alimentée par ces ressources.

## 2- Quels sont le poids et les principales forces des BRICS dans la géopolitique et la géoéconomie globale aujourd'hui ?

C'est un fait, les BRICS+ sont devenus l'une des principales forces motrices du monde aujourd'hui. La place prépondérante qu'ils occupent à ce jour prend source à la fois dans les avantages naturels et structurels dont ils jouissent, ainsi que dans l'opérationnalisation d'un agenda qui leur permet progressivement de faire basculer les rapports de force sur la scène internationale. Comme j'ai eu à l'évoquer, les BRICS+ ont en commun d'avoir une population nombreuse, assez bien formée, de vastes superficies parmi les plus étendues au monde, d'importantes et diversifiées ressources naturelles (minerais, hydrocarbures, énergie, forêts, agriculture, pêche...), une classe moyenne en évolution constante, une croissance hyper rapide etc. Si on adjoint à ces atouts les bénéfices qu'offre la mise en œuvre de programmes politiques et économiques « avant-gardistes » par les BRICS+, on arrive aisément à comprendre pourquoi leur rôle dans le nouveau monde est essentialisé. Il se trouve effectivement qu'en matière de coordination politique, les BRICS+ se sont donné pour objectifs de « *renforcer le discours politique et la coordination sur les questions internationales, notamment en modifiant les institutions de la gouvernance mondiale pour tenir compte de l'évolution du paysage économique mondial et pour donner aux économies émergentes une voix et une représentation plus fortes* ». Les BRICS+ militent donc activement pour l'instauration d'une multipolarité des équilibres économiques et politiques mondiaux, en total décalage avec l'organisation du monde d'après-guerre. Conscients du fait que le poids géopolitique de quelques-uns de leurs membres, notamment, la Russie et la Chine qui disposent de sièges permanents au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ne pouvait pas suffire à réaliser leurs desseins, les BRICS+ ont dû s'organiser autrement. Ils ont dans ce sens continué à élargir les alliances politiques pouvant leur permettre de défendre leurs intérêts communs et promouvoir un ordre mondial plus équilibré. Grâce à une diplomatie conjointe efficace les BRICS+ ont su accroître leur influence géopolitique. Les principales retombées de cette diplomatie ont permis d'inciter et de mutualiser les efforts avec d'autres groupes de pays (en Asie, Amérique latine et en Afrique surtout) pour acter la réforme des institutions internationales multilatérales telles que l'ONU, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, afin de mieux refléter la réalité de la cohabitation des groupes d'influence dans le monde. Ainsi, les BRICS+ se sont rapidement imposés comme une force de pression. D'ailleurs, une belle illustration de l'efficacité de leur soutien est donnée par l'entrée de l'Union Africaine au G20 en septembre 2023. En outre, il n'est plus rare de les voir ouvertement s'opposer à certaines politiques des pays occidentaux, notamment en ce qui concerne les orientations pour un nouvel ordre international, le rôle des grandes organisations internationales, les interventions militaires unilatérales et les sanctions économiques etc.

Bien au-delà des contre-poids qu'ils instaurent face aux prétentions des grandes puissances traditionnelles, les BRICS+ et leurs ressortissants occupent désormais une place centrale dans l'architecture des institutions multilatérales, que ça soit au travers de leurs financements ou de celui des postes de responsabilités assumés. L'aura des BRICS+ qui a des incidences

géopolitiques se propage aussi grâce à leur soft power. Ils multiplient les initiatives de promotion de leur culture, leur langue et leurs valeurs à travers des échanges culturels, des festivals et des événements sportifs. Ils travaillent sans cesse à faire évoluer les narratifs sur eux et à renforcer leur image de puissances émergentes, dans le but de glaner tous les bénéfices que procurent le respect, la sympathie et la reconnaissance internationale.

Davantage, il est nécessaire de relever que le positionnement stratégique des BRICS+ ne se limite pas au théâtre géopolitique, il touche aussi, avec plus de précision sans doute la sphère géoéconomique. Longtemps dominées par le G7, les relations géoéconomiques continuent de connaître de profonds bouleversements avec l'avènement des BRICS+, qui sont, je pense sur la bonne voie pour restructurer la gouvernance mondiale, et la rendre plus équilibrée et conforme aux intérêts de toutes les parties, en commençant par le système financier international. En effet, c'est un secret de polichinelle, le système financier mondial actuel coiffé par le FMI et la Banque mondiale, et dominé par le dollar, ne répond plus aux attentes de bon nombre de pays, parmi lesquels les pays émergents. Les réserves formulées contre ce système où règne encore une hyper domination du dollar comme monnaie de réserve et dans le commerce mondial, les transactions de change, les paiements SWIFT et de la dette, se sont amplifiés à cause de l'instrumentalisation qui en a régulièrement été faite par des puissances occidentales, soit avec les hausses des taux d'intérêt, l'interdiction d'utiliser le dollar, soit encore avec l'adoption unilatérale de sanctions financières contre des Etats mis à l'index par ces puissances. N'étant pas à l'abri de ces excès, et toujours bien décidés à obtenir une parfaite maîtrise de leurs transactions économiques et commerciales à travers la création d'une monnaie commune ou l'utilisation des devises locales, les BRICS+ ont consenti à créer des arrangements monétaires alternatifs. Ces moyens de contournement ont eu pour effets d'accélérer le processus de dédollarisation de la finance mondiale et d'aider à la consolidation d'un écosystème financier et commercial multidevises. A titre d'exemples, je rappelle que les BRICS ont dû développer deux principaux instruments de coopération économique. Le premier est la Nouvelle Banque de développement (NBD), dirigée par Dilma Rousseff, l'ancienne présidente du Brésil, créée en 2014 par les BRICS pour financer des projets d'infrastructure et de développement durable dans les pays émergents et en développement, qui vise à atteindre 30% des prêts dans les devises locales d'ici 2026. Quant au second, il s'agit du mécanisme contingent de réserves (MCR), lancé en 2015 et doté d'un fonds commun de 100 milliards de dollars pour fournir une assistance financière aux pays membres en cas de difficultés liées à la balance des paiements.

Au sein de l'économie mondiale, les BRICS+ occupent un poids croissant qui leur permet de négocier des accords commerciaux favorables et de remettre en question l'hégémonie économique des pays développés. Ils ont contribué à la croissance économique mondiale et ont joué un rôle majeur dans le commerce international. Avec l'arrivée de nouveaux membres, on peut considérer que leur poids sera encore plus important. En effet, les BRICS+ contrôleront désormais plus de la moitié de la production mondiale d'énergies fossiles. La Russie, l'Iran, la Chine et l'Arabie saoudite sont parmi les dix premiers producteurs de gaz naturel au niveau mondial. Les nouveaux membres à savoir l'Arabie saoudite, les Émirats arabes et l'Iran sont membres de l'OPEC et figurent parmi les dix premiers producteurs de pétrole. Tandis que la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud sont parmi les dix premiers

producteurs de charbon. Le groupe des BRICS+ compte également les pays avec les plus grands gisements des métaux rares au monde tels que la Chine, le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Au bilan, je dois dire que les BRICS+ ont connu une croissance économique rapide par leur dynamisme et leur demande au cours des dernières décennies, ce qui leur a permis d'avoir une position économique incontournable. Ils offrent de plus en plus d'opportunités de marché, d'investissement et de croissance pour les entreprises et les pays développés, ainsi que pour les pays en développement qui peuvent bénéficier de leur coopération Sud-Sud. Enfin, ils sont également des sources d'innovation et de compétitivité dans des domaines stratégiques comme les NTIC, l'énergie, ou l'espace.

### **3- Quelles sont les faiblesses des BRICS et comment peuvent-ils y remédier ?**

A l'opposé de l'activisme rhétorique de quelques analystes qui tendent à faire des BRICS+ une panacée, je voudrais dire que les défis que traverse ce groupe sont presque proportionnels à son importance. On peut s'en faire une bonne idée en s'attardant sur les aspects économiques et sur les vicissitudes politiques qui subsistent. Relativement aux aspects économiques, il faut signaler qu'indépendamment de quelques points communs, les BRICS+ se distinguent par leur disparité. On note plusieurs dissemblances dans les situations économiques des Etats membres. D'un Etat membre à l'autre, les inégalités internes sont plus ou moins importantes en termes de revenus, de développement humain, d'accès aux services de base, de corruption, ou de vieillissement démographique. Malgré leur croissance rapide et l'évolution des classes moyennes, les niveaux de vie demeurent relativement éloignés de ceux des pays développés. Par exemple, en Russie on recense plus de 15 000 dollars par an et par habitant alors qu'en Inde des milliers d'habitants vivent avec moins de 2 500 dollars par an. De plus, certains membres sont obèses de par leur poids et possibilités, ce qui même si on l'avoue moins n'est pas toujours de nature à rassurer ou à maintenir l'équilibre dans les relations de coopération. L'exemple le plus évocateur est celui de la Chine qui concentre près de deux tiers du PIB des BRICS+, et qui dispose de capacités de recherche et d'innovation, ainsi que d'un parc industriel largement supérieurs à ceux de plusieurs autres membres du groupe. Les BRICS+ sont aussi exposés à l'instabilité financière, consécutive à la volatilité des marchés émergents et à la dépendance à l'égard des flux de capitaux étrangers. Enfin, l'essor économique de plusieurs Etats membres a des conséquences désastreuses sur les plans sociaux et environnementaux puisqu'il est à l'origine d'une grande partie des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution, de la déforestation ou de la perte de biodiversité.

Le domaine politique est probablement celui qui fait le mieux ressortir les tensions au sein des BRICS+ et entre ceux-ci et d'autres puissances occidentales, en particulier sur des sujets relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie, aux projets nucléaires, ou à la sécurité. Il arrive que l'escalade de ces tensions géopolitiques prenne des tournures inquiétantes dans le cadre de rivalités régionales. En effet, contrairement à ce dont on aurait pu s'attendre, la cohabitation au sein d'un même groupe de puissances régionales ayant une vision du monde convergente n'a pas pu dissoudre les velléités de conflits basées sur de très anciennes revendications. Sur ce dernier point par exemple, deux poids lourds, la Chine et l'Inde ne parviennent pas à s'entendre pour résoudre des conflits frontaliers qui dégénèrent très souvent en violence. Chaque partie continue à clamer sa souveraineté sur une partie du territoire de l'autre. L'origine de ces tensions provient de la non-reconnaissance par la Chine, de la ligne

Mac Mahon redessinant les frontières de l'Inde avec le Bhoutan. Le conflit frontalier qui perdure porte alors sur deux territoires : le premier de 75 000 km<sup>2</sup>, l'Arunachal Pradesh pour la Chine, et le second de 37 000 Km<sup>2</sup>, perdu lors de la guerre de 1962, l'Aksai Chin, pour l'Inde. En 2020 et 2022, des affrontements ont éclaté causant la mort de soldats indiens et chinois malgré la signature entre les deux parties, en 1993, de l'accord sur la Ligne de contrôle réel (Line of Actual Control, ou LAC).

Une actualité plus proche met tout aussi en exergue les limites des BRICS+. Il s'agit du conflit russo-ukrainien dont le traitement par d'autres Etats membres des BRICS a laissé clairement apparaître que même s'ils se sont gardés pour la plupart de sévèrement condamner la Russie ou de prendre des mesures de rétorsions contre elle, les autres membres n'étaient pas pour autant solidaires des agissements de la Russie en Ukraine. Certains Etats membres comme l'Inde n'ont d'ailleurs pas hésité à tirer profit des embargos prononcés contre la Russie pour revoir à la baisse les prix d'achat des hydrocarbures (pétrole et gaz) en provenance de la Russie qui s'était tournée vers ses alliés au sein des BRICS+ pour compenser ses pertes du marché européen des hydrocarbures, dues aux sanctions occidentales.

Comme on peut le constater, il existe encore de nombreuses brèches qui prouvent que la carapace des BRICS+ n'est pas aussi solide qu'on pourrait le penser. Toutefois, cette situation n'est pas immuable. Je pense pour ma part qu'en acceptant de surmonter leurs différences politiques et leurs intérêts divergents pour maintenir une étroite coopération les BRICS+ pourraient davantage renforcer leur unité et leur influence collective. Concernant leurs rapports avec d'autres acteurs, institutions ou puissances majeurs ou non, les BRICS+ doivent s'engager à agir avec une conscience plus orientée vers la recherche du bien commun et le respect des règles internationales plutôt que prioritairement vers la défense de leurs intérêts nationaux. La révision de leur mode d'actions pourrait ainsi contribuer à battre en brèche les accusations selon lesquelles les BRICS+ auraient une approche essentiellement mercantiliste du monde ou pis encore des objectifs hégémoniques dont les conséquences seraient à coup sûr plus préjudiciables que tout ce qu'on a connu à ce jour.

#### **4- Comment peut-on améliorer la coopération entre le Cameroun et les BRICS ?**

Les BRICS+ militent pour un approfondissement de la coopération Sud-Sud. En dehors du fait qu'ils prennent fait et cause pour le renforcement des interactions entre les pays relevant du « Sud global », les BRICS+ partagent l'essentiel des axes majeurs qui guident l'action internationale d'un pays comme le Cameroun. Je dois rappeler que cette action au plan politico-diplomatique défend fermement l'idée d'un ordre économique international plus équilibré et d'une gouvernance mondiale plus inclusive. C'est entre autres les raisons pour lesquelles la politique extérieure du Cameroun est adossée sur les principes de non-alignement, de non-ingérence, et de coopération. La pertinence des idéaux que promeut le Cameroun et sa proactivité dans sa quête d'émergence ont d'ailleurs une fois de plus été remarquées, et justifié que le Cameroun soit invité au dernier Sommet des BRICS à Johannesburg. Il faut dire que les domaines d'intérêts réciproques pour le Cameroun et les BRICS+ foisonnent. Le Cameroun qui occupe une position stratégique en Afrique centrale se trouve aussi être le leader de la zone CEMAC. Les performances poursuivies par sa politique de mise en œuvre de projets structurants dont plusieurs ont une portée sous-régionale,

démontrent que ce pays va continuer à jouer un rôle majeur en Afrique. De plus, les besoins qu'il a pour soutenir son développement, et surtout pour mieux mettre en valeur ses diverses ressources naturelles, peuvent assurément trouver des solutions viables auprès des BRICS+ qui ne cachent pas leur volonté d'accroître leurs investissements dans des secteurs comme l'industrie extractive, le secteur agricole, les BTP, les transports etc. Il va donc sans dire que le Cameroun se doit de resserrer sa coopération avec les BRICS+, dont les Etats membres, il faut le souligner dans un cadre bilatéral, participent déjà à des échelles certes différentes, à la mise en œuvre des mesures d'accélération de son émergence préconisées dans la SND30 ; à la transformation structurelle et à la modernisation de l'économie nationale ; au développement du capital humain qui repose sur le plan STEM (Science-Technologie-Engineering-Mathematics) ; à la mise à profit de la ZLECAf et à la saisine des opportunités liées au Changement Climatique.

Seulement, compte tenu du fait que l'efficacité des interventions issues de la coopération bilatérale reste limitée, il me semble plus indiqué d'impliquer collectivement les BRICS+ dans des partenariats à très fort impact de croissance. A l'exemple de ceux pouvant être conclus pour la création des champions nationaux ou pour la mise en œuvre des Zones Economiques Spéciales destinées à la production des biens de consommation et des biens intermédiaires.

Pour ce faire, quelques préalables doivent cependant être remplis. Ils concernent la définition de règles et objectifs spécifiques devant guider la coopération politique, économique, commerciale et culturelle avec les BRICS+ en tant que bloc homogène. Ils touchent aussi à la mise en place d'organes dédiés. A cet effet, après les consultations d'usage, l'Etat du Cameroun pourrait instituer un Groupe de travail interministériel élargi sur les BRICS+ (impliquant des agents publics, décideurs politiques, opérateurs économiques, chercheurs) qui à terme faciliterait la création d'un secrétariat technique permanent sur les BRICS+. Une telle structure aurait alors l'avantage de centraliser les informations, d'harmoniser les interventions et de rendre plus cohérente les politiques adoptées. Elle pourrait aussi aider à la définition de stratégies de lobbying et de promotion de la destination Cameroun pour l'accueil des investissements et de projets phares des BRICS+ ; de stratégies de plaidoyer auprès des BRICS+ pour le triomphe des positions de l'une ou l'autre partie au sein des instances internationales ; ou encore de stratégies de participation aux rencontres de haut niveau et à toutes les autres activités d'intérêts organisées par les BRICS+.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



**ceides**  
Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

[www.ceides.org](http://www.ceides.org)      Email : [infos@ceides.org](mailto:infos@ceides.org)



Think tank Ceides